

FILL ROUGE



Interview

Pierre-Yves Maillard et Raphaël Mahaim présentent leur programme

PAGES 6-7

Jeunesse socialiste

Résolument tournée vers l'avenir

PAGE 10

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Faire un carton pour bousculer la majorité de droite

JOURNAL DU PARTI
SOCIALISTE VAUDOIS
N° 15 – OCT. 2023



© Bernard Morel

JAB
CH-1003 Lausanne
Poste CH SA

Donnez de la voix!

Chères et chers camarades,

Le 22 octobre prochain auront lieu les élections fédérales. La Suisse a urgemment besoin de prouver sa solidarité en période où l'inflation a touché de plein fouet de nombreuses familles, jeunes, actif·ves et retraité·es de notre pays.

Votre voix pour ces élections permettra au PS de renforcer son combat contre les inégalités de plus en plus marquées, en défendant:

- Une assurance maladie plus juste avec des primes qui ne doivent pas dépasser 10% du revenu du ménage partout en Suisse;
- Un meilleur contrôle des loyers pour préserver les locataires des loyers abusifs;
- Une lutte marquée contre le dérèglement climatique et pour un approvisionnement énergétique suffisant;
- La dignité des retraité·es avec la mise en place d'une 13^e rente AVS et la lutte contre l'augmentation de l'âge de la retraite.

Nous prenons parti pour une Suisse qui prend soin les un·es des autres. Prenez parti avec nous et votez la liste socialiste, le parti du pouvoir d'achat.

ROMAIN PILLOUD, PRÉSIDENT DU PS VAUDOIS

FIL ROUGE

Le journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant·es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique.

La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lecteur·trices à l'adresse: redaction@ps-vd.ch

IMPRESSUM

Responsable: Andrea Münger

Rédaction: Adriane Bossy, Preeti Damon-Schaerer, Deborah Intelisano, Bernard Morel, Virginie Pilault, Najia Trottet, Simon Schönmann, Frédéric Maye

Editeur:

Parti socialiste vaudois

Adresse: Chauderon 5, 1003 Lausanne

Contact: 021 312 97 57 redaction@ps-vd.ch

Maquette: Stéphanie Tschopp www.madamepastequo.ch

Impression: Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs

Abonnement: 25 francs

Parutions: 4 parutions annuelles

Sommaire

édito Prenez parti avec nous ► PAGE 2 — **thématiques** Primes d'assurance: coup de massue! ► PAGE 3 — **thématiques** Logements: on paie trop, et ça fait un bail! ► PAGE 3 — **thématiques** Augmenter l'offre, réduire les tarifs ► PAGE 4 — **thématiques** Crise énergétique: des solutions pas fossiles à prendre ► PAGE 4 — **thématiques** Salaires décents: la pression monte! ► PAGE 5 — **conseil des états** Interview de Pierre-Yves Maillard et Raphaël Mahaim : «Nous sommes complémentaires» ► PAGES 6-7 — **candidatures** Nos candidat·es pour les élections fédérales ► PAGES 8-9 — **jsv** Une jeunesse inquiète pour l'avenir ► PAGE 10 — **secrétariat** Un sacré branle-bas de combat! ► PAGE 11



Primes d'assurance: coup de massue!

9,9% de hausse Plus que jamais, il est temps de hausser le ton face aux lobbys et aux recettes du camp bourgeois qui veut américaniser le système de santé.

Depuis trente ans, les primes ont plus que doublé (+134%). Ces dernières pèsent de plus en plus lourd dans les budgets des familles de la classe moyenne et à bas revenu. Sur le sujet, la droite montre son vrai visage: proposition du PLR en faveur d'une assurance lowcost ou, encore plus aberrant, proposition de l'UDC de supprimer l'obligation de couverture de la LAMal! De quoi creuser plus encore les inégalités et américaniser

notre système de santé!

Chaque jour je prends soin de patient·es qui s'ap-pauvrissement à cause des frais imprévus qu'ils doivent supporter depuis le début de leur maladie. Je n'ose pas imaginer ce qui se passerait pour ces personnes si on appliquait les recettes brutales de la droite.

Le plafonnement comme remède d'urgence

Sur la base d'un modèle vaudois qui fonctionne, le PS

propose, lui, une solution pragmatique et simple à mettre en œuvre avec l'initiative d'allègement des primes pour qu'aucun ménage ne doive consacrer plus de 10% de son revenu aux primes. A terme, le PS souhaite introduire une caisse publique d'assurance maladie avec des primes proportionnelles aux revenus. Enfin, le PS se bat pour que les soins restent un service public fort qui permette d'améliorer les conditions de travail des soignant·e·s!

Ce bras de fer avec les lobbys des assurances et de la pharma ne sera pas une mince affaire. Les prochaines élections nous permettront de choisir entre les partis qui défendent ces lobbys et ceux qui défendent les patient·es et leur santé!

■ JULIA MACHERET AVEC JULIEN WICKI

Logements: on paie trop, et ça fait un bail!

Le logement est un bien de première nécessité. C'est une des raisons pour lesquelles le droit du bail interdit aux propriétaires, en théorie, de réaliser des rendements abusifs sur les objets mis en location. Cependant, la réalité est bien différente. En effet, au cours des quinze dernières années, les loyers ont augmenté de 36% de plus que ce qui aurait été autorisé. Rien qu'en 2021, les bailleurs ont encaissé

10,5 milliards de francs en trop.

La situation risque par ailleurs de se péjorer avec la récente augmentation du taux hypothécaire de référence et celles annoncées pour les prochains mois. Toute la charge du contrôle des loyers repose actuellement sur les épaules des locataires qui sont rendus captifs d'un système inéquitable où règne pénurie et pressions multiples exercées par les gérances. C'est la raison pour

laquelle le PS réclame une révision du droit du bail garantissant des contrôles périodiques, efficaces et contraignants des loyers ainsi qu'une réelle protection contre les résiliations injustifiées.

En parallèle, la part des logements d'utilité publique dans le parc immobilier doit augmenter. Le foncier appartenant à la Confédération, aux cantons et aux communes doit être cédé exclusivement en droit

de superficie à des bailleurs de logements d'utilité publique. De plus, les communes doivent être en mesure d'acheter des terrains et des biens immobiliers. Il faut donc absolument, dans le canton de Vaud, maintenir le droit de préemption et étendre celui-ci aux cantons qui n'en ont pas. ■ JESSICA JACCOUD



Augmenter l'offre, réduire les tarifs

transports publics Afin de répondre aux problèmes de pouvoir d'achat et aux enjeux climatiques, le PS s'engage pour le renforcement d'une mobilité douce et durable.

Nous prenons parti pour des transports publics performants et accessibles à toutes et tous! Cela passe par une augmentation de l'offre et une réduction tarifaire pour les jeunes et les retraités, dans un objectif de transfert modal de la route vers le rail. Face à l'augmentation du coût de la vie et aux enjeux climatiques, le Parti socialiste a lancé plusieurs initiatives en faveur d'une gratuité ciblée des transports publics pour

améliorer le pouvoir d'achat de la population la plus vulnérable. La hausse des billets de transports impactant principalement les personnes à bas et moyens revenus est un message contradictoire donné par les instances fédérales!

Un retard à combler en Suisse romande

Les conséquences du dérèglement climatique creuseront les inégalités sociales et si nous n'agissons pas mainte-

nant, nous ne rattraperons pas le temps perdu. La Suisse romande doit combler son retard dans le développement ferroviaire afin de garantir une attractivité économique dynamique, répondre aux objectifs de neutralité carbone et être accessible à toutes et tous, y compris aux personnes en situation de handicap. Plusieurs communes s'y engagent. C'est le cas notamment d'Yverdon-les-Bains avec la gratuité ciblée des transports publics pour les

jeunes et seniors, mais aussi de Lausanne avec des réductions de 50% sur les abonnements pour jeunes et retraités ou encore la gratuité pour les bénéficiaires de PC. Les conditions-cadre se fixent sur le plan fédéral et doivent être mieux réparties entre les régions afin que les politiques de mobilité durable et douce, avec des transports publics forts, soient renforcées. ■ BRENDA TUOSTO ET JEAN TSCHOPP

Crise énergétique: des solutions pas fossiles à prendre

La nouvelle est tombée fin août: l'augmentation du prix de l'électricité se poursuivra en 2024 (+12% à Lausanne, par exemple). Le prix des combustibles fossiles, notamment utilisés pour chauffer plus de la moitié des bâtiments du pays, s'est également envolé ces dernières années. S'ajoutant, entre autres, à l'augmentation des coûts de l'assurance maladie, ces hausses pèsent et continueront à le faire (une baisse globale

des prix de l'énergie étant très peu probable) sur le budget de nombreux ménages.

Diverses solutions ponctuelles, à l'instar des bons distribués aux ménages les plus précaires, constituent des moyens de soutien possibles et nécessaires à court terme. Leur mise en œuvre ne doit cependant pas se faire au détriment de réflexions plus larges sur l'approvisionnement énergétique à moyen et long terme. Ce qu'il faut, c'est globalement

repenser notre rapport à l'énergie.

Nous devons tout d'abord nous engager individuellement et collectivement vers une sobriété énergétique bénéfique non seulement pour l'environnement, mais également pour le porte-monnaie de tout un chacun. En cela, des aides doivent être fournies aux ménages, pour cibler d'une part comment l'énergie peut être économisée, et d'autre part pour remplacer le matériel

électronique et électroménager particulièrement énergivore. Plus largement encore, c'est notre approvisionnement énergétique qu'il faut revoir afin d'atteindre une autonomie nationale, ou tout au moins réduire le manque de production hivernale. Cela ne semble possible que si le tournant du renouvelable est réellement pris! ■ ORIANE SARRASIN



Une bonne retraite après une vie de boulot

rentes Nous entrons en résistance en proposant une 13^e rente AVS pour les rentiers actuels et futurs et en nous opposant à la réforme de la LPP via un référendum.

Les rentes de retraite baissent. Ce n'est pas une exagération de le dire. D'abord, les rentes LPP: la moyenne des nouvelles rentes accordées, calculées au moment de l'arrivée en retraite, a diminué de 8,5% en 8 ans! Alors que les taux de cotisation augmentent. Et les prestations de la LPP ne s'adaptent pas au renchérissement.

Quant aux rentes AVS, elles perdent de leur valeur, car elles sont adaptées selon l'indice mixte (moitié salaires, moitié prix) seulement tous les deux ans. Après avoir fait mine de demander une indexation extraordinaire en 2023, le Parlement a retourné sa veste.

Pendant ce temps, les as-

sureurs, les banques et leurs alliés de la droite tirent à l'artillerie lourde sur le financement de l'AVS – alors que le changement démographique est supportable, car un actif produit beaucoup plus de richesse qu'il y a 20 ou 50 ans. Ou sur le taux de couverture des caisses LPP (mais ils ne parlent jamais des commissions qu'ils empochent dans le 2^e pilier). Ou même... sur l'oisiveté des retraités et retraitées: être payé à ne (plus) rien faire, c'est louche. Et tant pis pour le droit au repos et l'apport des retraité·es à la société.

Nos adversaires osent tout
Une promesse fondamentale pour la Suisse risque de

ne plus être tenue: celle d'un droit à une bonne retraite après une vie de travail. Avec les hausses des prix, des loyers, des primes, les retraité·es vont perdre d'ici fin 2024 l'équivalent d'une rente mensuelle en pouvoir d'achat. Qui peut vouloir faire payer à nos anciens, qui ont bâti la Suisse dans laquelle nous vivons, le prix de l'inflation?

Nos adversaires osent tout, c'est à ça qu'on les reconnaît. Dans ce contexte tendu, le PLR a lancé une initiative populaire qui propose la retraite à 66, puis à 67 ans. La droite veut baisser les rentes LPP et augmenter les cotisations – au mépris de l'engagement pris de régler l'inégalité des rentes des

femmes dans le 2^e pilier après AVS 21. Les attaques sont dures.

La résistance s'impose, avec un référendum contre la réforme de la LPP, et un non à la hausse de l'âge de la retraite. Et il faut enfin adapter l'AVS aux nouvelles réalités, avec une 13^e rente pour les rentiers actuels et futurs, sans toucher aux prestations complémentaires acquises. Et, à terme, réformer pour renforcer l'assiette des cotisations à l'AVS et augmenter, notamment, le plafond injuste des rentes de couples mariés. La tâche est vaste, mais elle en vaut la peine. C'est le contrat social qui est en jeu. ■ BENOÎT GAILLARD

Salaires décents: la pression monte!

Un des droits humains fondamentaux est le droit à une rémunération qui permette de vivre dignement. L'Organisation internationale du travail (OIT) déclare qu'un salaire rémunérant un travail à 100% doit permettre aux gens de mener une vie décente acceptable pour la société. Pourtant, la réalité vécue est souvent tout autre: l'inflation (prix de l'énergie, loyers, biens

de consommation primaire, assurances maladie, etc.) contribue à grignoter le salaire qui lui n'augmente pas proportionnellement au coût de la vie.

Petit à petit, insidieusement, les ménages voient leur pouvoir d'achat fondre comme neige au soleil. Les salaires bas poussent ces derniers vers la précarisation et même au bord du précipice. Endettement, poursuites, etc. contribuent

à la fragilisation des populations. Cela ne concerne pas uniquement les bas revenus: quel ménage n'a pas dû revoir son budget avec la hausse des primes d'assurances ou celle des biens de consommation courante? Qui ne s'est pas indigné au moment de passer à la caisse du supermarché ces derniers mois? Plusieurs solutions doivent être mises en place, comme l'adoption d'un salaire

minimum vaudois, le respect du principe d'égalité salariale entre femmes et hommes inscrit dans la constitution, ou encore l'élaboration de conventions collectives de travail de qualité qui soient étendues à toute une branche. L'enjeu de la lutte est de protéger les populations dans leur droit à une vie digne. ■ MARIE-SOLÈNE PHAM

Pierre-Yves Maillard et Raphaël Mahaim au contact de la population : www.mahaim-maillard.ch

Un terrain d'entente a-t-il été facile à trouver pour un programme commun qui englobe social et écologie?

Raphaël Mahaim: Nous l'avons trouvé facilement car nous sommes très complémentaires. Nous avons des thèmes d'engagement différents et nous ne nous marchons pas dessus. Je connais Pierre-Yves depuis longtemps. Chacun a amené des propositions et l'autre était immédiatement d'accord sur le fond et amenait même des propositions d'amélioration. C'était un exercice très riche de construire cette plateforme ensemble.

Pierre-Yves Maillard: Les Vert-e-s vaudois-es se positionnent clairement à gauche. Nous nous sommes toujours soutenus mutuellement et j'ai chaque fois été partisan de nous associer à eux dans le cadre des élections. Pour bien nous compléter, nous devons être pleinement socialistes et eux vraiment vert-es. Preuve de notre bonne entente, il nous a fallu à peine un jour pour élaborer nos dix propositions.

Les médias parlent souvent de concurrence entre vert-e-s et socialistes et que les deux partis

recherchent le même électorat. On a vu dans certaines élections cantonales que les gains d'un parti se faisaient au détriment de l'autre. Comment vous réagissez à ça?

PYM: Chacun de nos partis doit avoir un profil clair pour cumuler les électorats. Le nôtre, chez les socialistes, est populaire. Notre politique est dirigée avant tout vers la sécurité économique et sociale des plus précaires. Je le répète souvent, les gens, dès lors qu'ils ont les moyens de remplir leur frigo, peuvent s'ouvrir plus volontiers aux problèmes liés à l'écologie et au développement durable. Aux sujets sociaux également.

RM: Nous savons quels sont nos alliés et nous avons une vraie ligne de fracture avec les verts libéraux car nous défendons une écologie sociale. Il n'est pas question pour nous de sauver l'environnement en laissant des gens, les plus pauvres, sur le côté. Je remarque aussi que nos alliances fonctionnent puisque socialistes et vert-e-s sont à la tête de plusieurs grandes villes suisses. Il y a eu une magnifique progression globale des forces de gauche ces 30 dernières années, à tous les niveaux.

PYM: Il n'est pas inutile de rappeler qu'il y a une trentaine

d'années, dans le canton de Vaud, nos deux partis représentaient environ un tiers de l'électeurat. Aujourd'hui, nous dépassons les 40%. Cela signifie que sur la longueur, nous avons gagné 10 points. Il est clair que pour augmenter notre électeurat, nous devons afficher des profils complémentaires.

Le reproche cliché brandi surtout par la droite est d'accuser les socialistes de vider les caisses de l'Etat et les vert-e-s de pratiquer une écologie punitive...

PYM: Regardons les faits. Dans le canton de Vaud, après 10 ans de gouvernance socia-

«Notre politique est dirigée avant tout vers la sécurité économique et sociale des plus précaires.»

Pierre-Yves Maillard

lieux publics, critiquées parce qu'elles s'en prenaient à la liberté individuelle, ont rendu service à la population. Nous voulons permettre aux gens de mieux vivre dans un environnement sain. L'intérêt collectif doit primer sur les intérêts particuliers.

Comment parler au monde agricole quand on est so-

interview Pierre- pour l'élection au

à cause de la droite, la TVA va augmenter suite à l'acceptation d'AVS 21. A cause d'un refus systématique de la droite d'une baisse des coûts de la santé, les primes d'assurance maladie vont encore grimper, ce qui représente un impôt supplémentaire pour la population.

RM: Au niveau de l'écologie, on a pris un immense retard en Suisse. La guerre en Ukraine a mis en évidence le drame de notre dépendance aux énergies fossiles. Nous aurions pu décider bien avant de mesures nous rendant plus autonomes pour la production d'énergie, ce qui nous aurait évité des fluctuations insensées des prix. En ce sens, une interdiction ou une restriction (des énergies fossiles) peut avoir des effets bénéfiques pour l'environnement et la population. Si on regarde en arrière, on constate aussi que certaines restrictions, comme par exemple l'interdiction de fumer dans les

«Nous sommes complémentaires»

-Yves Maillard et Raphaël Mahaim défendent un ticket rose-vert au Conseil des Etats. Ils ont concocté un programme en dix points.

cialiste et vert·e·s?

RM: L'enjeu sera de lutter contre le libre-échange agricole. Dans ce domaine, la gauche est parvenue à opposer une certaine résistance. L'autre problème, ce sont les marges que fait la grande distribution au détriment des producteurs. Le ratio est parfois d'un quart pour le monde agricole contre trois quarts pour les distributeurs. Nous préconisons la fixation d'un prix plancher au-dessous duquel on ne peut pas aller pour renforcer la position des agriculteurs. Il faut aussi s'attaquer à la fiscalité dans le milieu agricole pour la rendre plus équitable car elle pénalise la transmission des petits domaines.

PYM: Ce que nous imposons à nos agriculteurs, nous devons aussi le faire pour les produits que nous importons. On remarque de nos jours que pas mal de jeunes, nullement issus du monde agricole, s'intéressent aux métiers de la terre, mais la difficulté pour eux est de pouvoir reprendre un domaine. Nous devons apporter des solutions dans ce sens. La gauche a beaucoup à offrir au monde agricole.

L'UDC axe beaucoup sa campagne sur l'immigration et le PLR cherche à lui emboîter le pas. On n'en trouve pas un mot dans les programmes socialistes et verts. C'est un faux sujet pour vous?

RM: L'immigration doit être regardée d'un point de vue économique. De tout temps, c'est

d'abord pour le travail que les gens sont venus en Suisse. On réglerait déjà un certain nombre de problèmes en empêchant tout dumping salarial. Malheureusement on est dans une phase de recul des droits sociaux. Je rappelle qu'il y a une vingtaine d'années au parlement fédéral, l'UDC a été le seul parti à voter contre la loi permettant de sanctionner les employeurs en cas de travail au noir. Bien sûr, il y a en Suisse des valeurs à défendre et à faire acquérir aux gens qui arrivent.

PYM: Ce qui me frappe, c'est d'entendre les mêmes personnes se plaindre qu'elles ne trouvent pas de main-d'œuvre qualifiée en Suisse et dire que l'immigration, c'est l'horreur. En matière d'immigration, le bilan de la politique de l'UDC est misérable. Elle fait beaucoup d'agitation pour aucun résultat concret pour le quotidien des gens. Le mécanisme d'expulsion de certains étrangers, notamment de familles, est immonde et c'est le résultat des politiques amenées par l'UDC.

Vous souhaitez diminuer drastiquement le prix de l'abonnement général dans les transports publics...

RM: Un abonnement général à 4000 francs, c'est prohibitif et n'est accessible que pour des gens aisés. Un prix d'appel à 1000 francs permettrait à des personnes plus modestes de l'acquérir et favoriserait l'usage des transports publics. Il y a certes

les annonces positives récentes concernant le rail en Suisse romande (tunnel Morges-Perroy), mais la politique du Conseil fédéral en matière de transports publics va à contre-sens du bon sens. Récemment, il a encore réduit les budgets de près de 8% dans le trafic régional voyageur.

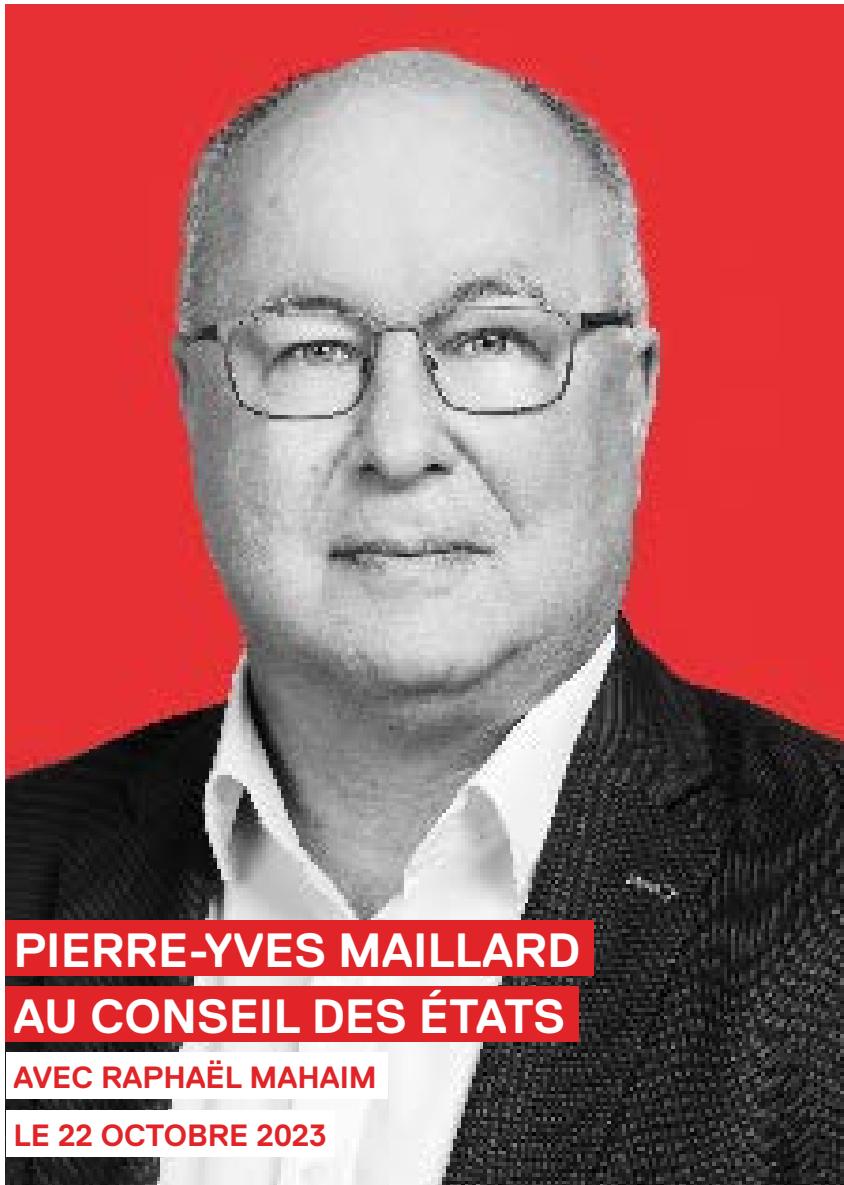
PYM: Un abonnement à prix réduit doit être mis sur le marché sans que les ressources des transports publics ne se réduisent. Il y a une trentaine d'années, la diminution du prix de l'abonnement demi-tarif à 100 francs avait eu un grand succès. D'un coup, le prix du billet était presque divisé par deux. Dans le même temps avait été lancé Rail 2000. Il faut de nouveau une politique allant dans cette direction.

RM: Mais je suis inquiet pour le service public, particulièrement en Suisse romande. Là je pense aussi à l'initiative demandant une baisse de la redevance radio-télévision à 200 francs. Les débats vont être durs et c'est la vivacité de notre démocratie qui est en jeu.

PYM: Ce qui me frappe, c'est que les soi-disant patriotes se battent contre tout ce qui fait la richesse culturelle et linguistique de la Suisse et les institutions qui rassemblent les Suisses, en particulier les médias de service public, les CFF, l'AVS. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR BERNARD MOREL

Un programme en 10 points

1. Améliorer les salaires et les conditions de travail
2. Un plan national climat et biodiversité
3. Renforcer les rentes AVS
4. Prix planchers pour les produits agricoles indigènes et une souveraineté alimentaire renforcée
5. Repenser la LPP pour limiter les coûts de gestion et les dividendes et renforcer la solidarité
6. Un abonnement général d'appel à prix cassé et un développement accéléré des infrastructures ferroviaires régionales et des lignes internationales
7. Soutenir les entreprises formatrices et l'insertion des jeunes en difficulté dans l'apprentissage
8. Un congé parental de 4 semaines et un congé de fin de grossesse d'un mois pour les femmes
9. Bloquer le taux de référence pour les loyers aussi longtemps que l'inflation n'est pas réduite à moins de 2% et introduire un contrôle public des loyers
10. Une stratégie «0 discrimination salariale et violence liée au genre» d'ici à 2030



PIERRE-YVES MAILLARD AU CONSEIL DES ÉTATS

AVEC RAPHAËL MAHAIM

LE 22 OCTOBRE 2023

PIERRE-YVES MAILLARD - RENENS

Conseiller national, Président Union syndicale suisse, Ancien conseiller d'Etat et Président du Conseil d'Etat

Dans notre canton, nous avons créé les PC familles, la rente-pont, doublé les allocations familiales et plafonné les primes-maladie. Nous avons investi pour l'insertion des jeunes et les infrastructures publiques, en garantissant des finances saines. Au plan fédéral aussi, **on peut améliorer nos retraites** plutôt que de continuer à les dégrader. On peut garantir une santé publique accessible à toutes et tous et financée de manière plus juste. Il est possible encore de planifier une transition vers les énergies renouvelables ambitieuse et juste. Nous nous engageons pour ces causes: celles de la justice sociale et de l'égalité des chances.



BRIGITTE CROTTAZ – EPALINGES

Conseillère nationale, Municipale, Médecin

Notre système de santé est au bord du gouffre. Les coûts des soins et les primes augmentent sans commune mesure avec les salaires. A Berne, les propositions pour limiter les coûts sont balayées par la majorité bourgeoise subordonnée aux différents lobbies. Je m'engage pour maintenir un **système de santé de qualité**, accessible à toutes et tous, et pour réduire le fardeau des primes.



SAMUEL BENDAHAN – LAUSANNE

Conseiller national, Economiste, Vice-prés. PS Suisse

Pour un avenir meilleur! Au Conseil national, je m'engage pour le pouvoir d'achat: primes plus basses, loyers justes, rentes suffisantes, bons salaires. Cela contribue à notre liberté et notre bien-être. Je prends aussi parti pour les PME locales et l'économie, qui doit être **au service de l'humain et durable**. Il faut que les progrès profitent à tout le monde. Le changement commence avec nous.



ROGER NORDMANN – LAUSANNE

Conseiller national, Membre des comm. d'enquête parlementaire « Crédit Suisse » et de l'énergie & environnement

Président du groupe parlementaire PS de 2015 à 2023, j'ai quitté cette fonction afin de pouvoir me consacrer à la Commission d'enquête «Crédit Suisse». Au sein de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE), je m'engage pour **une transition énergétique et climatique rapide et juste**.



BRENDA TUOSTO – YVERDON

Municipale, Spécialiste en urbanisme et mobilité

Je souhaite m'engager pour un développement territorial cohérent qui renforce la dynamique des régions. Créer **des conditions sociales plus équitables**, en particulier pour les personnes touchées par la baisse de leur pouvoir d'achat, et soutenir une économie compétitive et durable, sont des investissements indispensables. Ensemble, construisons une société pleine d'opportunités pour toutes et tous.



LAURIE WILLOMET – VEVEY

Municipale, Enseignante spécialisée

Mon parcours atypique et mon travail d'enseignante auprès de jeunes en difficulté m'ont amenée à me battre pour l'égalité des chances. Élu à la Municipalité de Vevey en 2021, je m'engage pour **l'accueil de jour des enfants**. Aujourd'hui, je souhaite continuer de porter cette voix, jeune, féministe, engagée pour une société plus équitable, et déterminée à améliorer la vie de toutes et tous.



JEAN TSCHOPP – LAUSANNE

Responsable juridique à la FRC, Député, Président du Groupe socialiste au Grand Conseil vaudois

Face à la vie chère, je m'engage pour **une augmentation de notre pouvoir d'achat**, l'indexation des salaires et des rentes. À la FRC, je combat les arnaques et j'agis pour renforcer nos droits. Quant au défi climatique, nous avons besoin de mesures ambitieuses et sociales : des transports publics forts et des baisses de tarifs.



CARINE CARVALHO – LAUSANNE

Cheffe du Bureau de l'égalité – UNIL, Députée

Je défends des politiques publiques, la formation, l'emploi, la participation à la vie politique et **la lutte contre les discriminations**, afin de protéger les plus faibles face à la vie chère et aux risques sociaux et environnementaux. Au sein du parlement vaudois, je suis active dans la promotion de l'égalité, le social, le soutien aux familles, la formation et la migration.

**JULIA MACHERET – OLLON**

Infirmière référente et clinicienne du service de radio-oncologie, Conseillère communale

Femme du care, maman; je prends parti pour avoir une vie meilleure et pour la liberté! Je souhaite un service public fort: des soins de qualité, la promotion de la santé et **des primes maladie maîtrisées!** Chacun-e devrait pouvoir joindre «les deux bouts»! Je défends plus de justice sociale et des mesures en faveur du climat, sans être au détriment de l'humain.

**SÉBASTIEN CALA – LE LIEU**

Député, Délégué au sport, Prés. Pôle Santé Vallée de Joux, Vice-prés. Sport Vaud et Ski Romand

Après avoir été Conseiller communal au Chenit et président du PS Vallée de Joux, j'accède en 2019 au Grand Conseil. Membre du Bureau en 2021-22, je suis vice-prés. du Groupe socialiste et membre de la Commission de santé publique. Actif dans le sport et la santé, je m'engage pour **des soins accessibles**, une société solidaire, égalitaire et progressiste.

**SÉBASTIEN PEDROLI – PAYERNE**

Avocat spécialiste FSA en droit de la famille, Député

Tous mes engagements associatifs – ASLOCA, Maison de la Femme, Conseils de Fondation, Ligue Amateur de l'ASF - sont guidés en faveur de nos concitoyen·nes. Aujourd'hui, j'entends défendre au niveau fédéral les causes importantes que sont le soutien aux victimes de violence, **les droits des locataires**, les conditions de travail, les salaires et les transports publics pour les régions périphériques.

**LAURE JATON – MORGES**

Municipale de l'urbanisme, constructions et espace public, Députée, Juriste

Profondément féministe, au National, je défendrai une réelle égalité des salaires et des rentes. Aujourd'hui, les contrôles ne suffisent pas, nous devons faire mieux et adopter des mesures qui permettent **l'égalité dans les faits**. Je m'engage aussi à lutter contre la violence dans le couple, contre les violences sexistes et le harcèlement au travail.

**ORIANE SARRASIN – CRISSIER**

Maîtresse d'enseignement et de recherche UNIL, psychologie de l'environnement, Députée

Chercheuse et enseignante à l'UNIL et parent de trois enfants, je suis également députée (membre de la commission de gestion), conseillère communale et présidente du Regroupement écologiste et social pour Crissier (RESOC). En combinant ces activités, je mets mes compétences et mon énergie au service de valeurs qui me sont chères, comme **la durabilité et l'égalité**.

**NAIM SMAKIQI – RENENS**

Logisticien au CHUV, Conseiller communal

Travailler à la logistique au CHUV, être père de famille, m'engager dans la politique avec ma femme et échanger avec mon entourage me permettent de vivre au quotidien les dures réalités auxquelles **les classes les plus modestes** de notre pays sont confrontées. Ces réalités, tant de familles les vivent. Par ma candidature, j'aimerais contribuer à les mobiliser pour nos causes.

**JESSICA JACCOUD – BEROLLE**

Avocate, Députée, Comité ASLOCA-Vaud

Consciente des inégalités qui se creusent, je me bats comme députée pour une meilleure répartition des richesses. Un de mes combats pour la prochaine législature à Berne sera **le renforcement des droits des locataires**. En tant qu'avocate au service de l'ASLOCA, je sais que le droit du bail doit évoluer afin d'offrir une vraie protection contre les loyers abusifs pratiqués par des bailleurs sans scrupule.

**JULIEN WICKI – YVERDON**

Enseignant, Conseiller communal, Chef du groupe PS

Initiateur, à Yverdon, du projet de gratuité des transports publics pour jeunes et seniors, j'agis depuis vingt ans au niveau associatif, politique et syndical pour le vivre-ensemble, la solidarité et **une formation de qualité**. Père de trois enfants que j'élève en garde partagée, je connais les problèmes de garde et de logement. Cela nourrit mon engagement à donner des réponses concrètes aux besoins de la population.

**BENOÎT GAILLARD – LAUSANNE**

Resp. communication Union syndicale suisse, Président CGN, Conseiller communal, Comité ASLOCA Régions, Président Ass. du Lait équitable

La Suisse va bien. Mais les gens qui construisent sa prospérité ne reçoivent plus leur juste part. La situation se détériore pour les salarié·es, les retraité·es, les locataires. Ça doit changer. Se former et travailler dur doit garantir **une vie sûre et confortable**. Voilà le programme. Soutenez-le avec votre vote! Merci.

**SÉVERINE GRAFF – LAUSANNE**

Enseignante, Conseillère communale

Parce qu'un tiers des habitantes et habitants de ce pays ne pourra pas voter à cette élection, parce que les précaires meurent trop souvent avant l'âge de la retraite, parce que des dizaines de femmes sont tuées par leur partenaire chaque année, parce que les pauvres sont majoritairement des enfants, je lutterai pour vous à Berne afin de faire de notre pays **un espace de justice sociale**.

**MARIE-SOLÈNE PHAM – MONTREUX**

Responsable Réseau Enfance Montreux et Environs (SFJ Commune de Montreux), Conseillère communale

Co-présidente du groupe socialiste au Conseil communal, membre de la Commission des Finances, l'essence de cette campagne est de prendre parti pour la population afin de construire **une Suisse solidaire et égalitaire**. C'est s'engager afin de poursuivre les combats nécessaires pour l'ensemble de la population, pour les familles et pour les femmes.

DES SALAIRES CORRECTS, MAINTENANT!

- Indexation des salaires sur l'inflation pour tout le monde.
- Des outils permettant d'obtenir des conventions collectives de travail de qualité, puis de les étendre à toute une branche.
- Mise en place et protection des salaires minimum dans toutes les branches.
- Faire respecter le principe de l'égalité salariale.

DES LOYERS ABORDABLES, MAINTENANT!

- Institution d'un contrôle des loyers par une instance publique et élargissement de la régulation des loyers.
- Assainissement des bâtiments sans hausse de loyer et sans résiliation de bail.
- Construction massive de logements abordables pour la classe moyenne et les personnes en situation de précarité.

DE MEILLEURES RETRAITES MAINTENANT!

- Haute des rentes, en particulier pour les femmes, notamment avec l'initiative pour une 13ème rente AVS.
- Haute des rentes pour couples mariés, en déplafonnant leur montant maximal actuel de 150% d'une rente individuelle.



NOS CANDIDAT·ES POUR LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES:

MARGARIDA JANEIRO 1998, SECRÉTAIRE DES ÉCOLES, ÉTU. EN SOCIOÉCONOMIE	VOTE MARGARIDA JANEIRO AU CONSEIL DES ÉTATS!				
LEONIE PROCHAZKA JAN. ÉTUDIANTES DE DROIT PLAISE	CAMILLE HUBERT ÉTUD. DÉPARTEMENT GÉNÉRAL-BUREAU	CLEMENTINE MARTIN ÉTUD. DÉPARTEMENT GÉNÉRAL	ELIA PINTO ÉTUD. DÉPARTEMENT HUMANITAIRE	MÉRYL HENRARD ÉTUD. ACCUEIL ET COMMUNIQUE	MÉRIELLE SCHWABER ÉTUD. DÉPARTEMENT HUMANITAIRE
EMILY SAMMÉ ÉTUD. DÉPARTEMENT SOCIOÉCONOMIE FORMATION	MARIELE HELLER ÉTUD. ARTS	MARGUERITE PETROV ÉTUD. DÉPARTEMENT SYNTHESES	MARCEL MAILLARD ÉTUD. APPRENTISSAGE TRAVAIL	ALEXIS-CLEMENT MILLARD ÉTUD. DÉPARTEMENT HUMANITAIRE	ESTERLAIS RABIER ÉTUD. DÉPARTEMENT SYNTHESES
ESTERLAIS RABIER ÉTUD. DÉPARTEMENT SYNTHESES	MARGUERITE PETROV ÉTUD. DÉPARTEMENT SYNTHESES	ELIA PINTO ÉTUD. DÉPARTEMENT HUMANITAIRE	PIERRE-YVES MAILLARD ÉTUD. DÉPARTEMENT SYNTHESES	MARGARIDA JANEIRO ÉTUD. DÉPARTEMENT SYNTHESES	

Pour la première fois, la Jeunesse socialiste vaudoise (JSV) présentera cet automne une candidate pour le Conseil des Etats, Margarida Janeiro.



Une jeunesse inquiète pour l'avenir

jsv Redistribution des richesses, justice climatique, question migratoire, lutte féministe... La Jeunesse socialiste, forte d'une belle brochette de candidat·es, l'affirme haut et fort: elle entend s'affirmer!

Comme l'a affirmé l'activiste Rigoberta Menchu, «notre responsabilité est de remplir un rôle pour le bien de tous». La JSV exprime toutes ses préoccupations quant à l'avenir et réitère son engagement pour les élections fédérales afin de représenter les générations futures.

Loin de vouloir empiéter sur le terrain du PS, nous avons pris la décision de nous démarquer en insufflant une nouvelle dynamique. La période actuelle révèle une action politique insuffisante et trop lente pour relever les défis sociaux, économiques et environnementaux. Convaincu·es de la nécessité d'un changement profond, nous plaidons pour une remise en question du système capitaliste.

Une liste au féminin pluriel

La JSV présente 19 candidat·es à la hauteur de ses valeurs. La diversité et l'inclusivité étant au cœur de notre démarche, notre liste

est majoritairement féminine, réunissant des personnes aux origines, situations socio-économiques, âges, régions et orientations sexuelles divers·es. Nous sommes les 99%, nous sommes unis par une même volonté: garantir un avenir pour toutes et tous.

La redistribution des richesses se trouve au cœur de notre campagne. Nous souhaitons démontrer qu'une alternative est possible et qu'il est envisageable de redonner le pouvoir aux citoyen·nes. Ce afin qu'elles et ils puissent influencer les décisions touchant des domaines essentiels comme le logement, la mobilité, les assurances maladie et ne pas rester tributaires du 1%. Ces changements doivent se faire au niveau national et nous voulons être au rendez-vous.

Nous pointons du doigt un modèle de croissance économique et de productivité qui ne prend pas en compte les limites des ressources planétaires. Les politiques climatiques en place

sont trop timides, alors que l'urgence de la situation s'impose. Nous estimons le système capitaliste incompatible avec cette réalité et nous en appelons à un système qui soit plus équitable, où les pollueurs paient davantage.

Concernant la question migratoire, les conséquences du système capitaliste contraignent les personnes à quitter leur pays d'origine, soulevant des préoccupations sur le plan humanitaire. Et cette thématique prendra une ampleur toujours plus importante. Nous reconnaissions notre part de responsabilité en tant que pays privilégié et voulons des moyens à la hauteur des enjeux.

Comme par Maggy

La lutte féministe demeure une priorité. De nombreux obstacles persistent dans l'égalité salariale, les retraites, la répartition équitable du travail non rémunéré, la représentation des femmes en politique et

toutes les questions liées aux personnes LGBTQAI+.

La JSV fait aussi résonner sa voix dans la campagne au Conseil des Etats et présente Margarida Janeiro. Représentant l'essence du parti, Maggy incarne notamment l'anticapitalisme et le féminisme chers à la Jeunesse socialiste. Nous soutenons ainsi la candidature de Pierre-Yves Maillard tout en présentant un profil différent. Nous montrons qu'il y a des jeunes qui font de la politique à tous les niveaux et que la JSV prépare la relève pour la politique de demain.

■ ALEX LUSSIGNOLI, POUR LA JSV



Andrea, Léa (chargée de campagne du PS Lausanne), Sarah, David et Adriane à l'action de lancement de campagne.

Un sacré branle-bas de combat!

secrétariat Cernes sous les yeux, café à volonté, décoration revisitée... voici à quoi ressemblait le secrétariat et ses membres ces dernières semaines. Malgré la fatigue, l'enthousiasme est toujours là dans l'équipe composée d'Andrea, Adriane, Sarah, David et le fraîchement arrivé Frédéric.

Comme vous vous en doutez, les élections se préparent de longue date. Début février 2023 déjà, le secrétariat s'est plongé dans trois jours intenses de brainstorming. D'abord deux jours seulement avec le personnel du secrétariat, puis une dernière journée avec la présidence. Il en est ressorti beaucoup d'idées, d'ambition et de motivation, mais surtout, un énorme rétroplanning qui allait guider la campagne à venir. Une autre étape marquante de la préparation de cette campagne fut la journée du 1^{er} avril qui a réuni la présidence, le secrétariat et les candidat·e·s. L'occasion de discuter stratégie, programme et communication notamment.

Des apéros aussi politiques

L'un des objectifs de cette campagne, hormis le plus

évident, celui de faire élire nos candidat·e·s, était de mobiliser nos membres et d'aller au contact de la population. Un gros effort a donc été mis dans l'organisation d'apéros politiques. Tous les candidat·e·s ont organisé un moment d'échange avec leurs proches mais aussi avec la population. Ce fut l'occasion de parler retraites, salaires, coûts de la santé, engagement des jeunes, etc. Et surtout, de faire participer les personnes venant à ces apéros. Aux quatre coins du Canton, la population a donc pu, dans un cadre informel, débattre, échanger et partager avec nos candidat·e·s. Fort·e·s de cet élan, certain·e·s candidat·e·s et sections ont également organisé des soirées thématiques: sur les violences domestiques, la mobilité, l'engagement quand on est

d'origine étrangère, etc. Sarah Morier, chargée de mobilisation, a coordonné toutes ses actions d'une main de maître.

22 octobre, on y aura mis tout notre cœur et notre énergie.

■ ADRIANE BOSSY

Le rangement, quelle tâche!

Les autres membres du secrétariat s'occupaient de rédiger le programme, les communiqués de presse, créer les graphiques des affiches, passer les commandes, réaliser des vidéos... bref, créer tout le matériel au sens très large pour ces élections!

Et dans les aspects moins drôles mais très pragmatiques, il nous a fallu aussi... ranger le secrétariat! Car celles et ceux qui sont venu·e·s nous voir pour prendre le matériel n'auront pas manqué de le remarquer: on n'est pas les as du rangement.

Une chose est sûre, peu importe le résultat au soir du

**20
20**

JUIN

ADOPTION DE
LA RENTE-PONT
POUR
CHÔMEUR·EUSES
ÂGÉ·ES.



OCTOBRE

LA DROITE REJETTE
LE PRIX DE RÉFÉRENCE
POUR LES MÉDICAMENTS
GÉNÉRIQUES VISANT
À FREINER LA HAUSSE
DES COÛTS DE LA SANTÉ.



ÉNIÈME
CADEAU FISCAL
AUX RICHES :
LA DROITE
SUPPRIME
L'IMPÔT ANTICIPÉ
SUR LES
OBLIGATIONS.

DÉCEMBRE

**20
21**

SEPTEMBRE

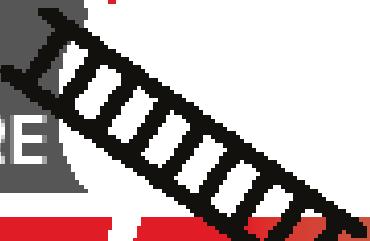
LE PEUPLE
DIT OUI
AU MARIAGE
POUR TOUS
À 64% !



**20
21**

DÉCEMBRE

ADOPTION AU PARLEMENT
DU MARIAGE POUR TOUS...
ATTAQUÉ PAR
RÉFÉRENDUM
PAR DIFFÉRENTS PARTIS
DONT L'UDC.



MALGRÉ UN NET
REJET VAUDOIS,
LA RÉFORME AVS21
EST ACCEPTÉE :
LES FEMMES DEVONT TRAVAILLER
PLUS LONGTEMPS
ET LA TVA AUGMENTERA.

**20
22**

LE PS
EMPÈCHE
CELA EN
GAGNANT
EN VOTATION
POPULAIRE !



SEPTEMBRE

18-22 OCTOBRE
VOTEZ
PS



LA DROITE REFUSE D'AUGMENTER
LES RENTES AVS POUR COMPENSER
LE RENCHÉRISSEMENT.
DANS LA FOULÉE, LA CONFÉDÉRATION
GARANTIT 250 MILLIARDS POUR SAUVER
UNE BANQUE IRRESPONSABLE.

MARS

**20
23**

